

La Banque mondiale débloque 332,5 millions de dollars pour renforcer la sécurité hydrique

Dossier de la rédaction de H2o
May 2026

Le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale a approuvé deux projets visant à améliorer les services d'eau potable pour des millions de Tunisiens, à moderniser l'agriculture irriguée et à soutenir l'emploi et les moyens de subsistance dans les zones rurales. Ces deux nouveaux projets, financés à hauteur de 332,5 millions de dollars, constituent la première phase du Programme pour la résilience et la sécurité de l'eau, qui s'attaque aux défis liés à l'eau en milieu rural comme en milieu urbain. Le programme devrait créer plus de 4 000 emplois permanents et plus de 13 000 emplois temporaires, tout en aidant le pays à s'adapter à la raréfaction des ressources en eau et aux pressions climatiques.

"La Tunisie a pris des mesures importantes pour faire face à la pénurie croissante d'eau et protéger l'accès de sa population aux services essentiels et aux moyens de subsistance", souligne Alexandre Arrobbio, chef des opérations de la Banque mondiale pour la Tunisie. "Dans le cadre d'une approche programmatique en plusieurs phases, le Groupe de la Banque mondiale, dont la Société financière internationale (SFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), mobilise toute sa gamme d'instruments et son expertise internationale pour [lui] assurer une sécurité hydrique globale et durable. Cet engagement collectif du Groupe de la Banque mondiale témoigne de notre détermination à accompagner le secteur de l'eau en Tunisie sur le long terme."

Le projet pour la résilience, la sécurité et la valorisation de l'eau d'irrigation (124 millions de dollars) vise à améliorer les services d'eau d'irrigation, à renforcer les performances des opérateurs et à augmenter les rendements agricoles dans les principales irrigations publiques ciblées. Il s'attachera à réhabiliter des infrastructures d'irrigation essentielles dans les gouvernorats de Jendouba, Béja, Bizerte et Siliana ; à renforcer les capacités de gestion des commissariats régionaux de développement agricole et des groupements locaux d'usagers de l'eau ; et à aider les agriculteurs à adopter des technologies climato-intelligentes et à accéder à des marchés à plus haute valeur ajoutée. Le projet devrait bénéficier directement à près de 4 000 agriculteurs grâce à l'amélioration des services d'irrigation, ainsi qu'à 9 000 agriculteurs supplémentaires grâce aux activités de vulgarisation agricole et d'appui à la valorisation des produits, tout en générant l'équivalent de 3 400 emplois permanents et de 7 000 emplois temporaires dans le secteur de la construction.

Le projet pour la résilience et la sécurité de l'eau potable (208,5 millions de dollars) vise, quant à lui, à améliorer la qualité et la résilience des services d'eau potable et à renforcer les performances opérationnelles de la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE). Il permettra d'augmenter la capacité de l'usine de dessalement d'eau de mer de Zarat, à Gabès, de 50 000 à 100 000 mètres cubes par jour afin d'assurer un approvisionnement plus sûr et plus fiable aux populations de Gabès, Médenine et Tataouine ; de déployer 100 000 compteurs intelligents et de réhabiliter les réseaux de distribution pour réduire les pertes en eau à Sfax, Tozeur et Kébili ; et d'appuyer la modernisation organisationnelle de la SONEDE. Le projet devrait bénéficier à 2,3 millions de personnes grâce à des services d'eau potable plus fiables et durables, dont 224 000 personnes qui disposeront désormais d'une alimentation en eau continue et 440 000 qui verront la qualité de leur eau améliorée, tout en créant l'équivalent d'environ 600 emplois permanents et 6 000 emplois temporaires.

Le Programme pour la résilience et la sécurité de l'eau en Tunisie est conçu selon une approche en plusieurs phases, avec une enveloppe de financement totale de 700 millions de dollars sur dix ans. En échelonnant les investissements sur plusieurs phases, cette approche programmatique permet au gouvernement tunisien et à la Banque mondiale de diversifier les sources d'eau, de moderniser les prestataires de services et de transposer à plus grande échelle les solutions qui ont fait leurs preuves. La première phase venant d'être approuvée répond à des priorités urgentes en matière d'eau potable et d'agriculture irriguée, tandis que la prochaine sera axée sur l'assainissement, avec, au premier plan, l'Office national de l'assainissement (ONAS), qui joue un rôle central dans la collecte, le traitement et la réutilisation

des eaux usées.

La Presse (Tunis) - AllAfrica